

**PLAN DE SUPPRESSION DES
ESPÈCES DANS LE 44**

La mission d'encaissement du numéraire va vers une privatisation au bénéfice des buralistes, bien mieux défendus que les agents de la DGFIP... Certes la disparition de 8 500 bureaux de tabac depuis moins de vingt ans participe, comme celle des services publics, à la désertification des zones rurales.

Bien sûr, 40 % des 24500 bureaux de tabac qui restent sont situés dans des communes de moins de 3500 habitants.

Mais on oublie en général de rappeler que la profession a bénéficié de 3,5 milliards de subvention entre 2004 et 2016, que l'État finance un plan de transformation à hauteur de 80 millions, que leurs commissions ont été relevées et que les buralistes revendiquent davantage un moratoire sur le prix du tabac que de se transformer en « drugstore du quotidien ».

Cette privatisation devait initialement être généralisée au 1^{er} juillet 2020 après une expérimentation dans 19 départements. Elle le sera en réalité jusqu'au 1^{er} janvier 2024, où il ne devra rester, au maximum, que 3 caisses par département. A la date du CTL, 232 débitants de tabac dans 118 communes du 44, ont reçus leur agrément.

Situation en Loire -Atlantique

Au 1^{er} janvier 2021, il existait 33 caisses (4 conjointes à Pornic, à Châteaubriant, à St-Nazaire, Cambronne, / 18 caisses en trésoreries / 5 caisses en SIE (Ancenis, Nantes Nord, Nantes, Sud, Nantes Centre, Nantes Est) / ; - 1 caisse en SIP / 4 SPF/SPFE (Nantes I et II, Saint-Nazaire et Châteaubriant) / 1 caisse à la Direction

Actuellement il n'en reste plus que 28 caisses suite à la fermeture de Blain, de Carquefou, des SFP Nantes 2 et Châteaubriant.

Fermeront au 1^{er} juillet 2022 pour faible activité,

x Trésoreries : Clisson, Nantes Municipale, Saint Herblain, Guérande, Pont château, les deux paiereis

x Autres : les 5 caisses en SIE (Ancenis, Nantes Nord, Nantes Sud, Nantes Centre, Nantes Est) / les 2 caisses en SPFE (Nantes et Saint-Nazaire) / les 2 caisses en SIP (Rezé et Châteaubriant) / la caisse conjointe de Pornic (SGC+SIP)

La fermeture de Machecoul dans le cadre du NRP et le déménagement du CHU devrait permettre la suppression du

numéraire pour ces 2 sites au 1^{er} septembre prochain..

Pour les trésoreries restantes, il persiste une difficulté de développement du datamatrix (QR-Code amélioré en matière de sécurité) qui devra être réglé en 2022.

Au 1^{er} janvier 2023, ce sera le tour de Nort et Cambronne; puis toujours en 2023, fermeture des caisses de la Baule, Vertou, du Loroux Bottereau et d'Ancenis quand ces postes seront rattachés à un SGC.

Resteront à terme : les caisses des sites de Versailles, St-Nazaire et Nantes amendes.

VOTE : CONTRE unanime excepté l'UNSA.**BILAN DES CAMPAGNES
IR 2021****La campagne des déclarations**

Elle a eu lieu du 8 avril au 8 juin 2021 ... et pour le 2^{ème} fois, dans le contexte sanitaire ... et donc avec ouverture seulement les matins et accueil sur rendez-vous les après-midi. Avec vigiles et « voltigeurs » pour les grands sites. Les postes en libre-accès n'ont pas été mis à disposition du fait de la difficulté de désinfection.

Les chiffres sont difficilement comparables avec 2020 dans la mesure où nos services avaient été fermés du fait du confinement général : 7 220 réceptions physiques en 2020, 26 000 en 2021.

Accueil sur RDV : 1550 accueils entre avril et juillet.

Accueil de proximité (Espaces France Service, mairies, etc) : 863 RDV au cours des 65 permanences fiscales,

Accueil téléphonique : 31 000 appels entre le 1 avril et le 30 juin (43 000 en 2020) + 11 200 appels dans le cadre du débordement téléphonique national (3 500 en 2020.).

Accueil téléphonique sur RDV : 7 300 RDV (contre 5000 en 2020).

E-contacts : 38 000 messages traités par les SIP (42 500 en 2020).

Déclarations papier : 214 418 en 2021 (221 843 en 2020).

Exploitation des listes de retraitement dans les SIP : 99 406 anomalies en 2021 (liste 2) contre 77 324 en 2020. Concernant la liste 4 des déclarations à rematérialiser, les anomalies ont diminué de 12 % (4843 en 2021, 5543 en 2020).



La campagne des avis

Remise de avis le 29 juillet

Accueil physique : tous les matins de 8h30 à 12h et sur RDV les lundi mardi et jeudi après-midi.

Accueil physique : 42 863 réceptions de août à décembre 2021 contre 31 707 en 2020 du fait du reconfinement (82 711 en 2019).

Avec vigiles et « voltigeurs » si besoin également.

Espaces libres-services : toujours pas de mise à disposition des du fait de la crise sanitaire.

Permanences fiscales physiques et téléphoniques (hors SIP dans les EFS + et des mairies) : 50 (287 RDV assurés).

Reconduction du dispositif de « référents techniques SIP »

Accueil téléphonique : participation des agents des SIP tous les jours, matin et après-midi : près de 2300 appels dans le cadre du débordement national.

E-contacts : 85 500 messages « e-contact » de septembre à décembre 2021 (84 000 en 2020).

exécuter des travaux en temps de crise. L'engagement est acté mais les travaux seront eux réalisés et payés sur le budget 2022 !

Intitulés	Dépenses 2021	Ecart 2020-2021
Affranchissement	1 103 581 €	↘ 1%
Nettoyage (et gardiennage)	913 698 €	↗ +41%
Formations (déplacements)	157 671 €	↘ +5%
Fluides	254 392 €	↘ 15%
Frais de transports	55 804,00 €	↘ -41%
Frais de justice	106 311 €	↗ +58%
Transports de Fonds	32 804 €	↗ +4%
Documentation	27 818 €	↗ +80%



Le budget prévisionnel de 2022

Budget de fonctionnement	Autorisations d'engagement (AE)	Crédits de Paiement (CP)
1 ^{er} janv. 2022	4 534 311 €	5 323 467 €
Différence avec 2021	+ 4,23 %	-2,56 %

Et tout ça dans un contexte de réduction massive des emplois : la maison DGFIP ne tient que par le grand professionnalisme et la conscience professionnelle des agents ..mais jusqu'à quand ?

La DRFiP44 reconnaît que « malgré le contexte de pandémie, les deux campagnes se sont globalement très bien déroulées grâce notamment à l'implication et la mobilisation des agents des SIP. ».

Certes mais à quel prix ? Combien sont épuisés ? Démoralisés ? Désabusés ? Démotivés ? Et ça, la DRFiP44 a refusé de le reconnaître malgré la demande répétée de FO.

LE BUDGET

L'exécution budgétaire de 2021

Budget de fonctionnement	Autorisations d'engagement (AE) ¹	Crédits de Paiement (CP)
1. janv. 2021	4 350 033 €	5 463 342 €
31. déc. 2021	5 349 150 €	5 568 200 €
Différence entre 01/01 et 31/12	+ 22,96 % (6,03 % en 2020)	-1,15 %

Taux de consommation : AE 100 % / CP 94,44 %.

FO s'est indigné du montant des crédits rendus à la DGFIP à hauteur de 309 816€ du fait de la difficulté à faire

¹ -Les autorisations d'engagement (AE) sont le support de l'engagement de dépenses qui peuvent s'étaler sur plusieurs années.

Les crédits de paiement (CP) sont le support de règlement de la dépense engagée au préalable. Ils peuvent être échelonnés sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales.

Impact de la crise COVID sur le budget 2021

COVID-19

	2021	2020	
Gel hydroalcoolique	525 €	8 279 €	-94%
Sprays désinfectants	29 €	3 428 €	-99%
Gants	0 €	864 €	-100%
Lingettes	53 €	3 715 €	-99%
Plexiglas	0 €	7 236 €	-100%
Frais de repas (PCA)	0 €	111 792 €	-5%
Prestations ménage en +	343 407 €	203 000 €	69%

